



Journée scientifique d'été de l'axe 2 « Organisations » : contrats, institutions, risques

Organisée par
Jordan VAZQUEZ
Jérôme MAATI
Antoine MASINGUE

Également en distanciel :
<https://bbb.uphf.fr/b/maa-3ur-pzg-hmh>

Jeudi 22 juin 2023
13 h 30 > 16 h 30



UPHF,
Campus des Tertiales
salle 301



www.uphf.fr

JOURNÉE SCIENTIFIQUE D'ÉTÉ DE L'AXE 2 « ORGANISATIONS » : contrats, institutions, risques

Présentation 1

Autour du principe de légitimité

Intervenant : Emmanuel Cherrier

Au cœur du politique, se trouve le principe de légitimité. Chaque institution, chaque élu(e) ne peut assumer de rôle politique que s'il ou elle est doté(e) de légitimité.

Qu'on la cherche à travers un coup d'Etat, sur un territoire disputé par des partis, qu'elle fonde l'action de l'administration publique ou qu'on l'interroge par sondage, la légitimité est cette quête permanente, dont l'actualité nous rappelle régulièrement l'importance. La récente crise de la réforme des retraites en a été l'illustration. Examiner la légitimité est donc pertinent, dans notre rapport à la démocratie.

Présentation 2

Influence de la diversité d'âge et des valeurs personnelles des administrateurs sur la performance financière et le risque des sociétés cotées en France

Christine Maati, Jérôme Maati

Cette recherche se questionne sur les effets de la diversité d'âge des administrateurs sur la performance et le risque des sociétés françaises non financières cotées. Elle montre que l'impact sur la performance financière est négatif alors que celui sur la volatilité boursière et le risque de défaillance des firmes est positif. La diversité d'âge n'est donc pas bénéfique pour les entreprises. Afin d'expliquer ces relations, la diversité d'âge est décomposée en diversité des valeurs personnelles des administrateurs estimée à partir de l'Enquête Sociale Européenne. La recherche révèle que la diversité des valeurs relatives à l'égalitarisme, à la sociabilité, aux croyances religieuses, à la richesse, à l'hédonisme, à l'altruisme, au succès, au risque, au traditionalisme et au plaisir peuvent susciter des conflits et nuire à l'efficience du conseil d'administration. La rentabilité peut s'en trouver affaiblie, la volatilité boursière et le risque de défaillance exacerbés. Des mesures alternatives de diversité d'âge, de performance et de risque corroborent nos résultats. Ceux-ci demeurent robustes lorsque les problèmes potentiels d'endogénéité sont pris en considération.

Présentation 3

Quand les « rats de laboratoire » s'opposent à l'expérimentation : sociologie politique d'un mouvement social de parents d'élèves opposés à une expérimentation de mixité sociale au collège à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)

Intervenant : Josué Gimel

Au cours de l'hiver 2016, les parents d'élève de l'école primaire du Clos d'Ambert de Noisy-le-Grand, commune de Seine-Saint-Denis appartenant à la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, s'organisent pour protester contre la sectorisation de leur école au collège Victor Hugo implanté dans le quartier populaire du Pavé Neuf et désigné comme prioritaire par la politique de la ville (QPV). Cette sectorisation engagée pour raisons démographiques est conduite dans le cadre d'une expérimentation nationale de mixité sociale au collège. Elle bénéficie de l'assentiment des élus locaux et en particulier du vice-président à l'éducation au conseil départemental (PS), par ailleurs premier adjoint à la mairie de Noisy-le-Grand, et promoteur de la démarche expérimentale dans le département de la Seine-Saint-Denis. L'élu semble ainsi convaincu d'agir au nom de l'intérêt général.

L'école primaire, implantée dans le quartier pavillonnaire du Marnois composé de propriétaires occupants issus des classes moyennes salariées, recrute également au sein du nouveau centre-ville bâti par la municipalité socialiste. Le quartier s'embourgeoise et les nouveaux venus semblent y diffuser une vision instrumentale et élitiste des choix scolaires. Ils contribuent d'ailleurs à produire une certaine concurrence pour l'obtention de places dans l'école privée de la commune qui, jusque-là, n'était pas pleine.

Se déployant à partir du noyau de parents d'élèves PEEP de l'école, le mouvement social conduit plusieurs manifestations et parvient à animer à plusieurs reprises les pages locales du Parisien. Le mot d'ordre consiste à refuser d'être les « rats de laboratoire » d'une expérimentation insuffisamment préparée et débattue. Pour de nombreux observateurs impliqués (parents, élus, fonctionnaires), il s'agit d'un mouvement de propriétaires considérant les services publics comme leur bien propre, et souhaitant préserver un entre-soi dans leur collège de secteur tout en stigmatisant le collège REP du quartier HLM voisin. Refusant le débat et d'entendre les arguments des protestataires, le conseil départemental et certains parents d'élèves FCPE, considèrent ainsi ces parents d'élèves comme des « NIMBY ».